Pour être heureux, faisons la guerre !
Une critique de l'économie du bonheur

Christophe Salvat

Chargé de recherche, CNRS, Centre Gilles Gaston Granger (UMR 7304)

Résumé :

Chaque année depuis 2012, l'ONU publie le Rapport mondial sur le bonheur (World Happiness Report, WHR), qui classe les pays en fonction du niveau de bonheur déclaré par leurs habitants. Cet article vise à présenter les principaux enseignements et faiblesses de ce type d'enquête, ainsi que de l'économie du bonheur en général. Une attention particulière est accordée à l'évolution historique de la prise en compte du bonheur dans la réflexion politique et économique, ainsi qu'aux défis posés par la mesure du bien-être subjectif. Après avoir examiné les principales limitations des questionnaires d'auto-évaluation, notamment celui de l'échelle dite de Cantril utilisée dans le WHR, et analysé certaines anomalies observées dans ce classement ces dernières années, je conclus que, malgré leur intérêt, utiliser de tels classements comme base pour la prise de décisions publiques - ou même comme simple repère social - peut s'avérer aussi risqué que contre-productif.

Summary :

Every year since 2012, the United Nations publishes the World Happiness Report (WHR), which ranks countries based on the level of happiness reported by their inhabitants.. This article aims to present the main findings and weaknesses of this type of survey, as well as of the happiness economics in general. Special attention is given to the historical evolution of how happiness has been considered in political and economic discourse, as well as the challenges posed by measuring subjective well-being. After examining the main limitations of self-assessment questionnaires, including the Cantril ladder scale used in the WHR, and analyzing certain anomalies observed in this ranking in recent years, I conclude that, despite their significance, using such rankings as a basis for public decision-making—or even as a simple social benchmark—can be as risky as it is counterproductive.

Mots-clefs :

Bonheur, science du bonheur, PIB, paradoxe d'Easterlin, échelle de Cantril

Key words :

Happiness, happiness studies, GDP, Easterlin paradox, Cantril ladder

Introduction

Le bonheur est partout. Le bonheur se vend bien et il fait vendre [Cabanas & Illiouz, 2018]. Les études scientifiques et les indicateurs sur le bonheur se multiplient. On parle désormais d'économie du bonheur et de psychologie du bonheur (ou plus généralement de psychologie positive), ou plus généralement encore de science du bonheur [Aït Saïd, 2011 ; Senik, 2014 ; Malchair, 2019 ; Davoine, 2020]. Parmi la masse de publications scientifiques consacrées au bonheur, il en est une, cependant, qui se démarque de toutes les autres par l'ampleur de ses données et par celle de sa réception. Il s'agit du World Happiness Report (WHR) publié chaque année depuis 2012 par l'ONU et qui constitue aujourd'hui l'étude empirique de référence. La publication de ce rapport annuel, et les nombreux commentaires dont elle fait l'objet dans les médias, contribue à développer l'idée selon laquelle on serait plus heureux dans certains pays que dans d'autres et que ces différences varient d'une année à l'autre.

Cet article vise à démontrer que ce type de classement présente des biais méthodologiques significatifs et ne devrait pas être utilisé comme critère pour prendre des décisions publiques.

Mon argumentation s'articule en trois points. Tout d'abord, je rappelle que le bonheur public constitue un objectif politique au moins depuis le dix-huitième siècle et qu'à défaut d'évaluation précise, les indicateurs économiques – dont le PIB/habitant – ont été utilisés comme mesures intermédiaires. Je présente dans une deuxième partie les différents types d'indicateurs sur le bonheur en me concentrant sur les questionnaires d'auto-évaluations du type de l'échelle de Cantril utilisée par le WHR. Je discute, enfin, de cas problématiques récemment posés par le WHR.

1. Le PIB, une mesure intermédiaire du bonheur contestée

1.1. Le bonheur, objet politique

L'idée selon laquelle les politiques gouvernementales doivent être guidées par le bonheur des individus n'est pas nouvelle. Ainsi que le montre très bien Laurent Loty [2015], ce principe s'enracine dans la philosophie des Lumières. Il n'est donc pas surprenant de voir le bonheur élevé au rang d'objectif premier de l'État à la fois dans la Déclaration d'Indépendance américaine de 1776[75] et dans le premier article de la Constitution de 1793[76][77], inspirée par Condorcet. En revanche, l'idée selon laquelle le bonheur serait une idée neuve en Europe, selon la formule prononcée par Saint-Just à la Convention en

[75] "We hold these truths to be self-evident, that all men are created equal, that they are endowed by their Creator with certain unalienable Rights, that among these are Life, Liberty and the pursuit of Happiness.--That to secure these rights, Governments are instituted among Men, deriving their just powers from the consent of the governed",https://www.archives.gov/founding-docs/declaration-transcript#:~:text=We%20hold%20these%20truths%20to,their%20just%20powers%20from%20the

[76] « Article 1. - Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles. » Constitution du 24 juin 1793, https://www.conseilconstitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-

[77] #:~:text=Article%201.,ses%20droits%20naturels%20et%20imprescriptibles.

1794 est trompeuse [Theuriot, 1968]. Ainsi que l'historien Pierre Rétat [1996] l'a montré, la notion de « bonheur des peuples » ou « bonheur des sujets » était déjà omniprésente dans les discours et les édits royaux de l'Ancien Régime.

Si la notion de bonheur a depuis longtemps été un enjeu politique majeur, sa conceptualisation et ses premières tentatives de formalisation sont plus récentes et prennent racines dans le mouvement utilitariste [Laval, 2006 ; Salvat, 2020].

La formalisation du calcul de félicité de Bentham est initialement très rudimentaire et est longtemps restée théorique [Cléro, 2006, 2015]. Bentham n'a, en effet, pas cherché à la développer ni à lui donner de réelles applications pratiques (contrairement à son panoptique, par exemple, ou encore à son œuvre juridique). Il convient de souligner que les difficultés liées à ce calcul sont considérables et qu'elles sont rendues plus complexes encore par la nécessité pour les individus de comparer entre eux leurs utilités. L'expression de l'utilité dans une unité monétaire commune pourrait aider à surmonter certaines difficultés. Cependant, bien que Bentham ait évoqué cette possibilité, il ne l'a jamais réellement approfondie, laissant ainsi ouvertes toutes les interprétations possibles [Cot, 1992 ; Mitchell, 1918 ; Sigot, 2011]. Il faudra attendre les années 1880 pour qu'un économiste irlandais du nom de Francis Ysidro Edgeworth imagine un nouvel outil – qu'il nomme hédonomètre – destiné à mesurer le bonheur[78] [Colander, 2007]). L'idéal d'un calcul hédonique subjectif a, ensuite, été abandonné par les économistes au profit des fonctions d'utilité individuelles.

Malgré ces progrès théoriques, les économistes sont cependant longtemps restés incapables de développer un outil capable de mesurer le bonheur total d'une population et, ainsi, de répondre aux attentes des gouvernements. C'est, finalement, grâce au développement de la macroéconomie – et notamment l'invention du PIB – que la question de la mesure économique du bonheur va prendre – à défaut de tout autre – une nouvelle dimension.

Simon Kuznets a introduit le concept de Produit Intérieur Brut (PIB) en 1934 dans le but de quantifier l'impact de la Grande Dépression sur l'économie [Lepenies, 2016]. En 1941, les économistes anglais James Meade et Richard Stone, qui étaient tous deux fonctionnaires du Cabinet de guerre anglais, présentèrent les premiers comptes nationaux dans leur ouvrage intitulé "An Analysis of the Sources of War Finance and Estimate of the National Income and Expenditure in 1938 and 1940". L'objectif était de créer un instrument statistique précis capable de différencier d'un côté les ressources disponibles pour la nation en vue de mener une guerre et de l'autre côté, les ressources devant être consacrées à des fins civiles [Vanoli, 2002].

L'indicateur s'est, ensuite, développé et affiné.

L'objet du PIB était – et est toujours – de mesurer l'activité économique d'une année, de la comparer avec celle des années précédentes ainsi qu'avec celle d'autres pays. Sa fonction est donc strictement économique. Lors sa présentation au Congrès,

[78] Un hédonomètre moderne se propose aujourd'hui de mesurer le bonheur des individus à partir de l'exploitation en continu des données publiées par les médias sociaux (https://hedonometer.org). Cette expérience menée par Peter Dodds et Chris Danforth doit, cependant, être traitée avec beaucoup de précaution. La dimension immédiate et continue de ses mesures rend difficile toute distinction possible entre bonheur, émotions et humeurs.

Kuznets a d'ailleurs pris soin de clarifier les limites inhérentes de cet instrument comptable qui, selon lui, n'avait pas vocation à mesurer le bien-être des individus. A défaut de toute autre mesure plus spécifique, cependant, c'est pourtant cet agrégat qui a été utilisé à cette fin.

1.2. PIB ET BONHEUR : UNE RELATION COMPLEXE

Chacun connaît le dicton selon lequel l'argent ne fait pas le bonheur mais qu'il y contribue. Pour le dire autrement, chacun sait qu'il existe une relation entre richesse, qualité de vie et satisfaction mais que celle-ci n'est ni linéaire ni même monotone. Cela a d'ailleurs été prouvé par une étude de l'économiste américain Richard Easterlin qui montre qu'au-delà d'un certain niveau la croissance du revenu par habitant ne se traduit plus par une croissance de la satisfaction individuelle (Easterlin, 1974).

Ce paradoxe – connu sous le nom de paradoxe d'Easterlin – s'explique en partie par le poids des comparaisons sociales dans l'évaluation subjective que nous sommes tous amenés à faire de notre bien-être. Easterlin montre, en effet, que tout le monde n'est pas également affecté par une augmentation de richesse ou de revenus. Il existe, tout d'abord, un seuil en-dessous duquel et un seuil au-dessus duquel une augmentation de revenus accroît immédiatement et significativement le niveau de satisfaction des individus. Les plus pauvres et les plus riches profitent donc davantage d'une augmentation de revenus que les autres.

La corrélation entre augmentation de revenu et augmentation de satisfaction s'explique aisément dans le cas des plus pauvres. Lorsque votre revenu ne vous permet pas de vivre décemment, et que vous soufrez de cette situation, tout changement positif se traduit par une amélioration de votre sentiment de bien-être. La situation des classes moyennes est différente.

Ces derniers ont déjà un style de vie décent voire confortable. Si l'on s'en réfère aux idéaux de l'*American Way of Life*, ces derniers ont un emploi stable, une maison toute équipée et au moins une voiture. Une augmentation de revenus, aussi plaisante soit-elle, ne changera pas significativement leur train de vie. Peut-être déménageront-ils dans une maison plus grande ou dans un quartier plus chic. Mais leurs nouveaux voisins seront également plus riches que les précédents et peut-être même plus riches qu'eux. Bien que désormais plus riches, ils ne le seront pas suffisamment pour se sentir plus riches que les autres. Or c'est là tout l'enjeu de la richesse dans nos sociétés. Elle nous permet de nous démarquer des autres.

Presque 40 ans après sa première étude, Easterlin a de nouveau testé son paradoxe sur l'économie chinoise, récemment convertie au capitalisme [Easterlin RA, Morgan R, Switek M, Wang F., 2012]. La même décorrélation est observée entre le niveau de revenu moyen, qui a quadruplé entre 1990 et 2010, et le niveau de satisfaction des individus. De la même façon, l'accroissement des inégalités a fortement bénéficié au tiers de la population la plus aisée qui a vu sa richesse relative réévaluée à la hausse. En revanche, et à la différence des Etats-Unis, le niveau de satisfaction du tiers de la population le plus défavorisé s'est fortement dégradé. Le passage d'une économie (et d'un niveau de satisfaction) égalitaire à une économie très inégalitaire s'est fait quasiment au seul profit des plus riches. Cette étude prouve – si cela était encore nécessaire – que ce n'est pas tant la

croissance économique que les inégalités qui agissent sur le niveau de satisfaction des individus.

Une question se pose néanmoins : pourquoi les classes les plus défavorisées, qui avaient profité de la croissance économique dans l'étude de 1974 sur les Etats-Unis, sont également celles qui ont été le plus négativement impactées dans l'étude de 2012 sur la Chine ? Un premier élément de réponse a trait au passage de l'économie chinoise d'une économie socialiste à une économie capitaliste. A une répartition des revenus relativement égalitaire a été substituée une répartition fortement inégalitaire entraînant une baisse de qualité de vie pour une partie de la population.

Angus Deaton (2013) met en avant le cas de la Chine, dont le PIB par habitant a connu une croissance spectaculaire grâce aux réformes économiques initiées par Deng Xiaoping en 1978. En 2010, le revenu par habitant avait été multiplié par dix par rapport à 1978. Toutefois, cette progression rapide s'est accompagnée d'un creusement des inégalités au sein du pays.

Une deuxième piste de réflexion avancée par Easterlin est de nature plus culturelle. Avec le passage, plutôt brutal, au système capitaliste s'est, en effet, installé en Chine une âpre culture de la réussite économique et financière. Matthew Monnot raconte ainsi qu'il est devenu tendance pour les jeunes chinois de surprendre leur petite amie avec un bouquet de billets de banque plutôt qu'avec un bouquet de fleurs [Monnot, 2017].

Trente ans plus tard, une méta-analyse montre également que les personnes dont les principales aspirations sont orientées par le regard des autres, c'est-à-dire la richesse, la beauté et l'influence sociale, ont moins de chance d'être heureuses que celles qui préfèrent le développement personnel, la santé et les liens personnels [Bradshaw et alii, 2023]. Cela peut s'expliquer par au moins deux facteurs. Le premier est assez intuitif : il est plus facile d'atteindre des objectifs dont la réalisation ne dépend pas (exclusivement) des autres, en particulier lorsque – comme c'est généralement le cas – ces objectifs sont excessivement ambitieux. Une seconde explication a été avancée par Mihaly Csikszentmihalyi [1999]: ce n'est pas tant que les agents ne satisfont pas leurs objectifs que le fait qu'ils les réévaluent systématiquement à la hausse. Plus une personne est proche d'atteindre le niveau d'aisance matérielle ou de popularité voulue, plus elle le relève restant ainsi perpétuellement insatisfaite.

La présente section a montré que, bien qu'il existe un lien certain entre revenus et bonheur, le PIB/habitant ne constitue pas un indicateur fiable pour évaluer le bonheur des individus. Ce fait est aujourd'hui bien documenté et s'applique à d'autres indicateurs économiques tels que l'IDH[79]. Ceci, ainsi que la pression de plus en plus forte exercée sur les gouvernements pour mieux prendre en compte la satisfaction des citoyens, a conduit en 2008 le gouvernement français à réfléchir à la possibilité d'une réforme du PIB.

[79]L'Indice de Développement Humain (IDH) a été créé en 1990 pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) par l'économiste indien Amartya Sen et l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq. L'IDH est un indice composite calculé à partir de l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation et le PIB/habitant. Étant donné que l'IDH intègre en partie le PIB par habitant et que, dans la plupart des cas, les pays riches affichent une espérance de vie et un taux de scolarisation plus élevés que les pays pauvres, son lien avec le bien-être ne diffère pas fondamentalement de celui du PIB par habitant. David G. Blanchflower Andrew J. Oswald (2005) ont ainsi montré qu'un pays tel que l'Australie pouvait être très bien classé par l'IDH et afficher de mauvais résultats dans les enquêtes de satisfaction.

La différence entre les indicateurs économiques et la perception que peuvent avoir les individus de la situation économique constitue, de plus, une importante source de discrédit de l'opinion publique envers les statistiques officielles et a probablement contribué à la volonté de davantage inclure le bien-être dans le PIB[80]. Dans leur note de synthèse, les auteurs du rapport Sen-Stiglitz-Fitoussi laissent ainsi entendre que la défiance à laquelle fait actuellement face le PIB justifie sa refonte[81].

2. Les principaux indicateurs sur le bonheur et leurs limites

2.1. Les enquetes sur le bonheur

Depuis une vingtaine d'année maintenant se sont développés de nouveaux outils spécifiquement imaginés par les psychologues pour mesurer le bonheur des individus. Ce sont à partir de ces outils que sont construits les classements du type World Happiness Report de l'ONU. Dans cette section, je présente les grands indicateurs sur le bonheur ainsi que leurs principales limites méthodologiques [Zeidan, 2012].

Au cours des années 2000, deux domaines de recherche majeurs sur le bonheur se sont imposés dans le monde universitaire sous l'influence respective de Martin Seligman et de Richard Layard [Layard, 2005 ; Seligman, 2011] : la psychologie positive et l'économie du bonheur. L'un et l'autre ont rencontré un succès remarquable à la fois en termes de nombre de publications et de financements, certains programmes de recherche étant financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars[82]. D'après Edgar Cabanas et Eva Illouz, le succès de la psychologie positive et de l'économie du bonheur est en partie attribuable au libéralisme politique et économique des dernières décennies. Ilana Löwy voit également dans la promotion de l'économie du bonheur de Richard Layard – qui fut également le conseiller de Tony Blair – une façon de ne pas remettre en cause les fondements du capitalisme tardif et ses effets sur la santé et le bien-

[80] Une étude de Rémi Pawin montre que la croissance du niveau de vie des individus pendant les Trente Glorieuses n'a pas immédiatement été perçue comme telle [Pawin, 2013]. Selon un sondage de 1961 (« Aujourd'hui, est-ce que votre pouvoir d'achat est supérieur, inférieur, ou égal à ce qu'il était il y a un an ?») seulement 7 % des sondés jugeait que leur pouvoir d'achat avait progressé, contre 27 % qui le jugeait identique et 64 % qui considérait qu'il avait diminué [Pawin, 2013 p.168]. La tendance, fortement négative, commence seulement à s'inverser en 1962 avec la fin de la Guerre d'Algérie.

[81] « Il semble souvent exister un écart prononcé entre, d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques comme la croissance, l'inflation, le chômage, etc., et, d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités. Les mesures usuelles peuvent, par exemple, laisser à entendre que l'inflation est moindre ou la croissance plus forte que ne le ressentent les individus ; cet écart est si important et si répandu qu'il ne peut s'expliquer uniquement en se référant à l'illusion monétaire ou à la psychologie humaine. Ce phénomène a, dans certains pays, sapé la confiance à l'égard des statistiques officielles (en France et en Grande-Bretagne, par exemple, un tiers des citoyens à peine fait confiance aux chiffres officiels, et ces pays ne sont pas des exceptions) et a une incidence manifeste sur les modalités du débat public sur l'état de l'économie et les politiques à conduire.» [Stiglitz, Sen & Fitoussi, p.4-5]

[82] Cabanas et Illouz mentionnent notamment le programme Comprehensive Soldier Fitness (CSF) créé pour les soldats américains et dirigé par Barbara Fredickson et Martin Seligman dont le coût est estimé à 145 millions de dollars [Cabanas & Illouz, 2008, p.216].

être des individus[83] [Löwy, 2008]. La psychologie permettrait ainsi aux politiques et aux économistes de défausser leur responsabilité sur celle des individus.

Au-delà de ces débats idéologiques, il est important de rappeler que le développement de l'économie du bonheur repose également sur celui des méthodes d'évaluation du bien-être subjectif. Le sociologue néerlandais Ruut Veenhoven distingue deux types d'enquêtes sur le bonheur : celle fondée sur le niveau hédonique d'affect (« hedonic level of affect ») qui correspond au degré auquel l'expérience affective de l'agent est dominée par son caractère plaisant (ou déplaisant) sur une certaine période de temps et celle fondée sur la notion de satisfaction qui correspond au degré auquel les objectifs conscients de l'individu sont perçus comme réalisés [Veenhoven, 1984, p.38].

Dans le premier cas, le bien-être est défini comme l'expression émotionnelle instantanée d'un individu, sans implication réflexive ou cognitive. Il peut être évalué objectivement par un observateur externe ou faire l'objet d'une auto-évaluation de la part du sujet étudié. En tant que mesure des émotions positives ressenties immédiatement, il peut être jugé par un tiers à partir d'indices verbaux ou non verbaux. Dans le second cas, le bien-être est défini comme l'évaluation réfléchie que l'individu fait de sa propre vie. Cela englobe un processus cognitif d'autoévaluation, impliquant ses aspirations, attentes et expériences, ainsi que sa perception personnelle de ses réalisations. Alors que les premières études depuis 1912 ont eu essentiellement recours au sondage des affects hédoniques, Veenhoven montre qu'un important renversement méthodologique a eu lieu depuis la Seconde Guerre mondiale, la majorité des recherches portant dès lors sur la satisfaction réflexive des agents [Veenhoven, 1984, p.139].

La plus importante d'entre elles, dirigée par Hadley Cantril et financée par le gouvernement américain, et qui porte sur vingt pays différents et rassemble près de 20 000 interviews entre 1957 et 1963. Cette étude, publiée en 1965, est remarquable de plusieurs points de vue. Tout d'abord, c'est la plus grande enquête scientifique menée sur le bien-être individuel et cela contribue certainement à imposer sa méthode, appelée échelle de Cantril[84], dans les enquêtes sur le bien-être subjectif. Le contexte géo-politique dans lequel s'inscrit ces recherches, à savoir la Guerre Froide, ne doit ensuite pas faire oublier les enjeux stratégiques de ce type d'enquête sur l'opinion publique. Le choix d'un pays de vouloir se mesurer aux autres en termes de bonheur n'est pas idéologiquement neutre. L'historien Rémy Pawin a ainsi montré le rôle joué par le gouvernement américain, et notamment son service de renseignement, dans le financement et la diffusion des travaux de Cantril en pleine Guerre Froide [Pawin, 2014]. Il a également fait état de la difficulté de ce même Cantril à expliquer le niveau de bonheur des habitants de Cuba qui dépassait de loin celui de tous ses voisins sud-américains. L'enquête de Cantril devait prouver que l'American Way of Life rendait les gens heureux, et que, par conséquent, le

[83] Cela n'est, en effet, probablement pas une coïncidence si le président Sarkozy a commandé le rapport Sen-Stiglitz-Fitoussi en 2008 (croissance quasiment nulle en 2008, forte récession en 2009) ou que le premier ministre britannique David Cameron a missionné en 2010 l'organisme national des statistiques du Royaume-Uni, l'ONS, pour créer un « indice du bonheur au Royaume-Uni », dans le cadre du projet sur le bien-être diligenté par l'économiste Richard Layard, alors même qu'il mettait en place une baisse significative des aides sociales et des dépenses publiques.

[84] Les participants sont invités à évaluer leur niveau de satisfaction de vie entre 0 et 10. La question est formulée ainsi : « Voici une échelle qui représente l'échelle de la vie. Supposons que le sommet de l'échelle représente la vie la meilleure pour vous, et le bas de l'échelle la vie la pire pour vous. Où vous situez-vous personnellement sur cette échelle en ce moment ?»

capitalisme était le meilleur système économique possible. C'est celle qui est encore aujourd'hui utilisée pour l'établissement du WHR.

L'échelle de Cantril a l'avantage d'être relativement facile à mettre en œuvre, rapide et peu coûteuse. Elle évite également aux individus de s'inquiéter de la cohérence interne de leurs réponses (et ainsi de biaiser les résultats) mais ses propriétés (échelle fermée, absence de signification claire des différents niveaux, effets de seuil psychologiques) posent question. Très variables d'une année à l'autre, les réponses aux questions peuvent également l'être d'une semaine à l'autre voire d'un moment à l'autre, particulièrement dans le cas des questionnaires de type affectif. « Il devient alors difficile », conclut Claudia Senik, « de savoir si c'est l'échelle ou le sentiment du bonheur qui est relatif. On se trouve dans une situation inextricable où l'on ne peut distinguer entre deux interprétations aux conséquences totalement différentes : soit « l'utilité » est purement relative et rien ne saurait élever durablement le bonheur ; soit c'est l'instrument de mesure qui est lui-même relatif (au contexte) et ne peut mesurer une grandeur absolue. Il est également possible que les deux propositions soient vraies. » [Senik, 2015, p.139]. De plus, comme le montre l'exemple de l'Ukraine dans le World Happiness Report de 2023 (*cf infra*), les enquêtes à questions uniques sont souvent difficiles à interpréter en l'absence de contexte géopolitique ou économico-social.

Les difficultés d'analyse inhérentes à l'utilisation des enquêtes à question unique ont incité les économistes et les psychologues à élaborer, d'une part, de nouveaux questionnaires plus précis et plus objectifs pour mesurer le bien-être des individus, et d'autre part, à développer de nouvelles méthodes d'évaluation fondées sur la mesure de l'utilité immédiate [Zeidan, 2012]. Parmi ceux-là, citons le *Satisfaction with Life Scale* (SWLS) [Diener, E., Emmons, R. A., Larsen, R. J., & Griffin, S., 1985] et le *Personal Well-Being Index* (PWBI) [Cummins, R.A., Eckersley, R., Pallant, J. et al., 2003], respectivement construits à partir de cinq et de sept questions.

Dans les deux cas, les agents sont invités à se prononcer en partie sur leurs conditions de vie (leur revenu, leur sécurité, leur santé etc.) et en partie sur leur sentiment d'accomplissement personnel. Il est à noter que les enquêtes de type SWLS exigent des répondants de se situer par rapport à un idéal de vie, ce qui les rend plus sensibles aux comparaisons interpersonnelles.

Les enquêtes sur le bonheur basées sur l'auto-évaluation présentent donc de multiples faiblesses, au point qu'ont émergé de nouvelles méthodes reposant sur des mesures en temps réel [Csikszentmihalyi, 1990 ; Kahneman et al., 2004 ; Zeidan, 2012]. Celles-ci restent, cependant, encore trop difficiles et coûteuses pour les utiliser à grande échelle. Les études internationales sur le bonheur, telles que le WHR, continuent donc, par défaut, d'utiliser des questionnaires d'auto-évaluation.

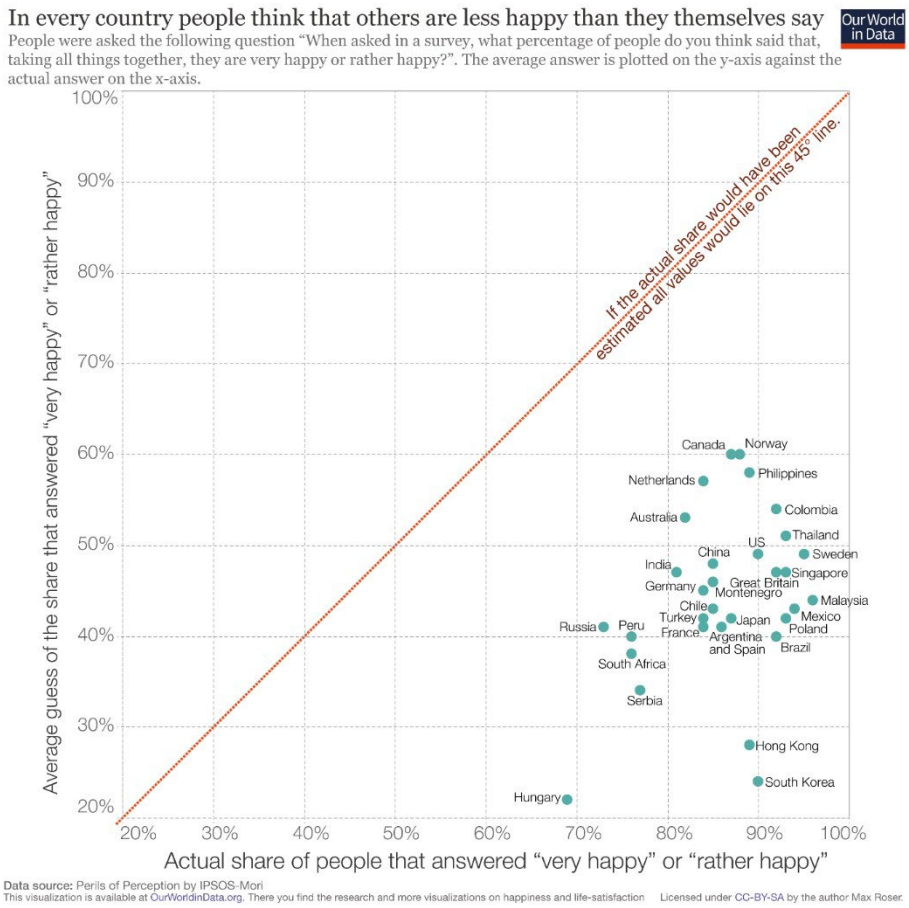
2.2. Les limites des questionnaires d'auto-evaluations

Tout d'abord, ainsi que le souligne Jinan Zeidan, la principale limite des enquêtes reposant exclusivement sur l'auto-évaluation concerne la fiabilité (ou l'absence de fiabilité) des réponses [Zeidan, 2012]. Il existe de multiples raisons pour lesquelles un individu peut répondre inadéquatement à ce type de question. La première est que nous avons souvent recours à des heuristiques, c'est-à-dire des réponses toutes faites ou des modes

d'évaluation intermédiaires plus rapides et moins coûteux en termes cognitifs. Une seconde source d'erreur prend la forme d'une contrainte sociale, aussi appelée biais de désirabilité sociale, qui pousse les individus à chercher à se conformer à une attente sociale plutôt qu'à répondre objectivement à la question. Notons que les individus ne cherchent pas nécessairement à tromper les enquêteurs et que, dans bien des cas, ils « s'autodupent » [Tournois, Mesnil et Kop, 2000]. La désirabilité sociale n'est d'ailleurs pas la seule en cause dans ce phénomène. Les recherches en neurosciences [Schmidt, 2010 ; Aimar, 2016] ont ainsi montré que la mémoire opère une forme de tri sélectif sur les expériences présentes et passées – accordant généralement un poids relativement plus important aux évènements plaisants qu'aux évènements déplaisants. Par conséquent, la manière dont nous percevons notre bonheur passé dépend en réalité davantage du fonctionnement de notre mémoire que de la nature des événements vécus. Daniel Kahneman a donc raison de distinguer l'utilité telle qu'on se la représente (*remembered utility*) et l'utilité telle que l'on en fait l'expérience (*experienced utility*) [Kahneman, 1999]. Mentionnons, enfin, un dernier (pour ce qui est de notre présentation, il en existe évidemment bien d'autres) type de biais, familier aux économistes et aux psychologues [Tversky & Kahneman, 1974; Diener, Lucas & Oishi, 2002], l'effet de cadrage ou *framing effect.* Celui-ci peut prendre dans le cas présent de multiples formes, du choix sémantique à l'ordre des questions (dans le cas des enquêtes à questions multiples), ou plus matériellement des conditions dans lesquelles le questionnaire a été réalisé.

J'ai évoqué plus haut certains éléments psychologiques expliquant les divergences structurelles entre les niveaux de bien-être déclarés par les individus et les niveaux réellement observés. Il est difficile, cependant, d'estimer dans quelle mesure ces biais affectent réellement l'objectivité des résultats. Je voudrais suggérer ici qu'en ce qui concerne les questionnaires sur le bonheur, l'effet de ces biais est massif ainsi que le montre la comparaison entre l'indicateur du WHR avec une étude IPSOS portant sur le niveau de bonheur non des agents questionnés mais de leurs compatriotes [Ortiz-Ospina & Roser, 2017].

Dans le graphique suivant, l'axe horizontal représente la proportion réelle de personnes se considérant comme "très heureuses" ou "assez heureuses" selon l'enquête World Values Survey. L'axe vertical quant à lui, représente la réponse moyenne à cette même évaluation dans l'enquête IPSOS, c'est-à-dire la perception de la part de personnes heureuses dans leur pays selon les répondants. Plus les points d'éloignent de la diagonale à 45° vers le bas, plus les individus sous-estiment le niveau réel de bonheur de leurs concitoyens. Dans le cas de la Corée du Sud, le plus extrême, les répondants estiment à 24% la part de la population étant heureuse alors que celle-ci se situe (selon la déclaration des personnes interrogées sur leur propre bonheur) à 90%. Dans le cas de la France, les personnes interrogées estiment à 41% la part des individus étant heureuse alors que celle-ci est à plus de 80%.



Lorsque les personnes sont interrogées sur leur propre niveau de satisfaction, celui-ci est donc deux fois plus important que celui estimé par leurs compatriotes. Cet écart indique soit une tendance des Français à surévaluer leur propre bonheur, soit à sous-évaluer celui de leurs compatriotes (soit une combinaison des deux). Un constat similaire peut être tiré chez nos voisins allemands, où 36% des personnes interrogées déclarent avoir été touchées par au moins l'un de ces troubles, ou encore chez nos voisins anglais, où ce chiffre atteint 39%. Dans les deux cas, on retrouve également une forte disparité entre le bonheur déclaré par les agents et celui estimé par leurs compatriotes (avec un ratio de 2 pour 1).

Dans la traduction et l'adaptation de l'étude Ortiz-Ospina et Roser que réalise Mathieu Perona pour le compte de l'Observatoire du Bien-être du CEPREMAP[85], celui-ci considère que l'explication la plus probable est que les gens tendent à sous-estimer le bonheur des personnes qu'ils ne connaissent pas. Cette possibilité est réelle mais elle ne permet pas de rendre compte à elle seule de l'ampleur de l'écart observé. Au regard de la prescription d'anxiolytique et suite à une étude menée par Statista en France[86], selon laquelle plus d'un quart des Français (26%) ont indiqué avoir souffert de stress, d'anxiété ou de dépression au cours des douze derniers mois, il semble plutôt raisonnable de penser que les Français surévaluent leur propre bonheur, ou que, ainsi que le montre une étude

[85] https://ourworldindata.org/bonheur-et-satisfaction
[86] https://fr.statista.com/infographie/30999/stress-anxiete-depression/

récente, ils se contentent de 'petits plaisirs'[87]. Dans la section suivante, je propose d'illustrer cette thèse à partir des derniers classements du WHR.

3. Le classement du World Happiness Report et ses limites

3.1. Le classement 2024 du WHR

Le Rapport mondial sur le bonheur a été sponsorisé par la résolution 65/309, "Le Bonheur : Vers une approche holistique du développement", adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 19 juillet 2011, appelant les gouvernements nationaux à accorder davantage d'importance au bonheur et au bien-être pour orienter le développement social et économique. Le premier Rapport mondial sur le bonheur a été présenté le 2 avril 2012. Le 28 juin de la même année, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 66/281, proclamant le 20 mars Journée internationale du bonheur à célébrer chaque année. Depuis, le rapport mondial sur le bonheur est publié chaque année autour du 20 mars dans le cadre de cette célébration.

Cette année, la Finlande est, pour la septième fois consécutive, parvenue en tête de l'indice annuel publié en mars dernier[88]. Le Danemark, l'Islande, la Suède et Israël complètent le top 5 qui reste, essentiellement, inchangé par rapport aux années précédentes. Les principaux changements concernent les grands pays, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, qui occupent respectivement les 23e, 24e places et 27e places (en chute de 8 places pour les deux premiers et de six pour la France). Notons que l'Ukraine qui avait gagné cinq places l'année dernière (en 92e position) chute cette année en 105e position et que la Russie perd également deux places (en 72e position). Ces fluctuations peuvent sembler insignifiantes, mais si elles reflètent véritablement un changement dans le bien-être des individus, leur ampleur est dramatique, si l'on tient compte du fait que ce classement repose sur la moyenne des évaluations de vie des trois dernières années.

Au-delà du classement lui-même, l'ambition du rapport diligenté par l'ONU est de fournir des explications à ce classement, attendu et commenté chaque année par les médias. Deux nouveautés sont à noter dans le rapport de cette année : le fait, tout d'abord, que la plupart des grands pays (dont la population est supérieure à 30 millions d'habitants) et des pays riches (à l'exception du Canada et du Royaume-Uni) ne font plus partie du top 20 et l'introduction, ensuite, de la variable âge dans l'établissement des classements.

Le premier point peut surprendre dans la mesure où il est généralement admis qu'il existe une corrélation positive entre bien-être individuel et revenu. Le PIB/h

[87] https://www.destincommun.fr/media/sirdbfot/destincommun-tedxparis-les-francais-et-le-bonheur-fevrier2025_vf.pdf

[88] Notons que pendant très longtemps, la Finlande était caractérisée par un taux de suicide significativement élevé. Dans les années 1990, celui-ci était de 30 pour 100000 habitants (environ le double qu'en France à la même époque). Suite à la mise en place d'une importante politique de prévention, celui-ci est tombé à 13 pour 100000 habitants (ce qui est comparable à celui de la France mais toujours supérieur à la moyenne des pays européens qui est environ de 10 suicides pour 100000 habitants).

constitue d'ailleurs l'un des six facteurs explicatifs auxquels ont recours les auteurs du rapport pour justifier les réponses (subjectives) des individus, les cinq autres étant le soutien social et/ou psychologique, la santé et l'espérance de vie des individus, la liberté de choix, l'altruisme et le niveau de corruption (ressenti) ou d'efficacité du gouvernement. Mais, ainsi que nous le montre le paradoxe d'Easterlin, il est vrai également que l'augmentation du PIB/h a un impact limité sur le bien-être déclaré des individus. Il n'en reste pas moins que, même eu égard aux cinq autres facteurs évoqués par les auteurs, les habitants (l'enquête s'adresse aux résidents et non aux citoyens des pays concernés) de la France, de l'Allemagne ou des Etats-Unis se déclarent moins heureux que ceux des Emirats Arabes ou du Koweït par exemple.

Le second point à retenir du rapport 2024, c'est qu'en règle générale, les personnes âgées de moins de 30 ans sont plus heureuses que leurs aînés, âgés de plus de 60 ans, notamment en Europe centrale et en Europe de l'Est. En revanche, et cela constitue probablement l'enseignement le plus important de cette étude, la relation s'est inversée en Amérique du Nord. Les Etats-Unis se classent ainsi en 62e position dans l'enquête sur le bonheur mené sur les adultes de moins de 30 ans alors qu'ils se classent 10e dans celle menée sur les plus de 60 ans. La France suit, dans une moindre mesure, une tendance similaire (respectivement en 48e et 25e position), mais cela peut s'expliquer, au moins en partie, par le minimum vieillesse et l'existence d'un système de santé public quasiment gratuit contrairement aux Etats-Unis.

De façon générale, on assiste à un glissement vers le bas des principaux pays occidentaux au profit de petits pays de l'Europe de l'Est tels que la Lituanie, la Tchéquie ou la Slovaquie ou de l'Amérique du Sud (Mexique, Uruguay, Costa Rica). Mais dans quelle mesure ce classement reflète-t-il la réalité ? Outre les changements brusques d'une année à l'autre qui semblent difficilement justifiables (par exemple, le Mexique gagne 9 places entre 2023 et 2024, passant d'un score de 6.330 à 6.678), ce classement (parmi d'autres) soulève un certain nombre de questions sur la pertinence de ce type d'étude, voire sur les risques qu'elles représentent si, selon les souhaits de leurs auteurs, elles deviennent des outils de référence pour la prise de décision publique. Pour illustrer mon propos, je propose de revenir sur le classement passé de deux pays, l'Ukraine en 2023 et la Chine en 2021 ainsi que sur le classement actuel de la Finlande.

3.2. De la guerre en Ukraine et du Covid-19 en Chine

Comme je l'ai déjà souligné, les classements du niveau de bonheur des individus sont sujets à des biais psychologiques et statistiques importants qui doivent nous inciter à prendre leurs résultats avec un certain recul. Au-delà des défis liés à l'évaluation du niveau de satisfaction propre à chaque pays, il est parfois difficile de déterminer exactement dans quelle mesure la montée ou la baisse d'un pays dans le classement s'explique par une évolution de sa situation ou simplement par le changement de position des autres pays. Ce point admis, néanmoins, les classements du WHR de ces dernières années révèlent un certain nombre de résultats aberrants qui, à eux seuls, suffisent à douter de l'ensemble de l'entreprise. Parmi ceux-ci, je voudrais en présenter deux, celui de l'Ukraine et de la Russie en 2023 d'une part et celui de la Chine et d'une partie de l'Asie en 2020 d'autre part.

Dans le rapport de 2023, l'Ukraine et la Russie, en guerre depuis le 24 février 2023, gagnent respectivement 5 et 10 places dans le classement. Notons qu'une partie de la montée en classement de l'Ukraine s'explique par la baisse d'autres pays. L'Ukraine perd, en effet, 0,013 point (de 5.084 à 5.071) sur l'échelle de Cantril, perte qui reste dans la marge d'erreur. La position de la Russie, au contraire qui, elle a à la fois augmenté en terme absolu (de 5.459 à 5.661 points) et en terme relatif (de la 80e à la 70e position).

S'il est difficile de connaître avec précision les effets économiques et psychologiques de la guerre et des mesures de rétorsion prises par les pays occidentaux en Russie, celles-ci nous sont mieux connues en Ukraine. Selon la Banque mondiale, le PIB a chuté de 17% et l'inflation aurait augmenté de 20% en 2022[89]. Le taux de pauvreté, quant à lui, aurait augmenté de 5,5% à 24,2% également selon la Banque mondiale. A cela s'ajoutent les pertes civiles et militaires, qui selon le gouvernement américain pourraient s'établir autour de 150 ou 200 000 morts. Enfin, les données officielles font état de 6 millions de personnes déplacées à l'étranger (sur une population de 41 millions en 2021) et d'au moins 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, la majorité ayant perdu leur domicile.

La guerre aurait-elle un effet bénéfique sur le bonheur des individus ? Cela paraît, pour le moins, improbable. Et pourtant, l'exemple de la Russie l'atteste bien : son classement dans le WHR s'est progressivement effondré depuis 2017 de la 49e à la 80e position en 2022 (avec une baisse en niveau absolu de 5.856 sur l'échelle de Candril à 5.459). Depuis son entrée en guerre avec l'Ukraine, son score est quasiment revenu à celui de 2018 (5.785, 72e position).

Dans son édition de 2023, les auteurs du WHR avancent l'idée selon laquelle cette évolution s'expliquerait par le resserrement des liens sociaux et de l'altruisme. Dans les situations difficiles, les gens se viennent plus facilement en aide et cela contribue au bien-être de tous. Peut-être, mais comment expliquer alors, le classement en bas de tableau du Liban et l'Afghanistan ? Comment expliquer, également, la chute de l'Ukraine en 105e position dans l'édition 2024 de ce même rapport[90]. Comment rendre compte, en outre, qu'en ne prenant en compte que les moins de 30 ans, qui sont les premières victimes de cette guerre, l'Ukraine saute directement en 82e position et retombe en 115e position si l'on ne prend en compte que les plus de 60 ans ?

Le cas de la Chine en 2020, ainsi que celui de certains pays du Sud-Est tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, méritent également d'être examinés attentivement. Les auteurs du rapport de 2021 (à noter que chaque classement est basé sur une moyenne des scores de l'échelle de Cantril des trois dernières années) consacrent en effet un chapitre entier à l'analyse de ces résultats. De façon très surprenante, en effet, la position de la Chine, qui a vu se développer l'épidémie de Covid-19, prend 10 places dans le classement de 2021 (sur les données 2020, 2019 et 2018) puis de nouveau 12 dans le classement de 2022 (sur les données de 2021 et 2020 et 2019). Après avoir été en 94e position (avec un score de 5.124) la Chine se place désormais respectivement en 84e et en 72e position (avec des scores de 5.339 et 5.585) en pleine épidémie de Covid-19. Selon les données

[89] https://donnees.banquemondiale.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?locations=UA
[90] Elle se place désormais en 105e position dans le classement avec un niveau de satisfaction général de 4.873.

officielles, au 22 décembre 2022, l'épidémie aurait causé 5 241 décès en Chine. Nul doute que ces données sont fortement sous-estimées.

Au-delà du nombre de victimes, l'épidémie a également eu des conséquences psychologiques dévastatrices pour une large part de la population chinoise, confrontée à la politique de lutte stricte contre le covid (politique du zéro-covid), à des quarantaines prolongées et obligatoires, ainsi qu'à un traitement dégradant des personnes infectées, notamment dans des villes telles que Wuhan, Huanggang et Ezhou, ainsi que dans des métropoles comme Shanghai ou Pékin. Face à cette réalité, il est donc surprenant de constater la montée en puissance de la Chine dans le WHR.

Dans son édition 2021, les auteurs du WHR consacrent un chapitre entier aux politiques anticovid en Asie de l'Est et à leurs effets sur le bien-être. Ils concluent que le maintien (ou la montée) des pays de l'Asie du Sud-Est dans le classement s'explique par des politiques de contrôle de la mobilité et de distanciation physique plus strictes, ainsi que des politiques de dépistage, de traçage et d'isolement plus exhaustives. Seul le Japon, dont la politique contre la pandémie a été moins efficace, échappe à cette tendance.

Selon les auteurs du rapport, le succès de l'Asie de l'Est, comparé aux six sociétés occidentales sélectionnées (la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis), peut donc être attribué à des réponses gouvernementales plus fortes et plus rapides, ainsi qu'à une meilleure coopération civique, en particulier dans les pays d'Asie de l'Est (à l'exception du Japon) qui ont mis en œuvre une réponse politique dès les premiers stades de l'épidémie.

Conclusion

Dans cet article, j'ai essayé de montrer que les études sur l'économie du bonheur, notamment le classement annuel des pays les plus heureux publié sous l'égide de l'ONU, s'inscrivent dans une longue tradition politique. Depuis au moins le milieu du XVIIIe siècle, un certain nombre de gouvernements ont expressément considéré le bonheur de leurs citoyens comme l'un de leurs principaux objectifs. A défaut de pouvoir mesurer le bonheur des individus, et de conduire ainsi une politique proprement utilitariste, l'évaluation de la création de richesse nationale (et sa répartition) s'est progressivement imposée dans la pratique comme le seul indice de référence. Depuis le début des années 2000, on a cependant assisté à une forte et rapide montée en puissance d'une branche de l'économie (et de la psychologie) spécifiquement consacrée à la mesure du bonheur. Le classement WHR, soutenu par l'ONU, suscite aujourd'hui de nombreux commentaires dans la presse et ses auteurs le présentent comme un outil légitime pour l'élaboration des politiques publiques. Cependant, ce type de classement, basé sur des questionnaires d'auto-évaluation, présente - comme nous l'avons vu - quelques problèmes méthodologiques et est sujet à des biais psychologiques significatifs. La montée dans le classement de l'Ukraine après son envahissement par la Russie ou celle de la Chine après la mise en place de mesures de santé autoritaires après l'éruption de la pandémie de Covid-19 n'en sont que deux illustrations récentes. Le cas de la Finlande – mais il pourrait être étendu à de nombreux autres pays – est également symptomatique des biais culturels qui peuvent conduire les habitants de certains pays à fortement surévaluer (ou dans certains cas sous-évaluer) leur bonheur. L'importance prise par ce type de classement est, à notre sens, doublement problématique. Elle contribue, tout d'abord, à imposer le bonheur individuel comme une norme sociale aggravant ainsi une injonction déjà existante et tendant à

marginaliser les personnes qui ne se conforment pas à cette norme (notamment dans les pays en tête de classement). Elle présente un risque politique, ensuite, celui de voir les sondages et les questionnaires sur la satisfaction des individus progressivement se substituer aux votes des citoyens et de faire des indicateurs de bonheur un critère de décision politique et par conséquent de confirmer l'adage selon lequel « il nous faudrait une bonne guerre » !

REFERENCES

AIMAR, T. (2016), « La neuroéconomie : quelques éclairages sur un nouveau genre disciplinaire », Actualité Economique, 92 (1-2), p.435-458.

AÏT SAÏD, F. (2011), « Le bonheur en économie. Idées économiques et sociales », 4 (166), p.67-74.

Blanchflower, D. G. and Oswald, A. J. (2005), "Happiness And The Human Development Index: The Paradox Of Australia," Australian Economic Review, 38(3), p.307-318

BRADSHAW, E. L., CONIGRAVE, J. H., STEWARD, B. A., FERBER, K. A., PARKER, P. D., & RYAN, R. M. (2023), «A meta-analysis of the dark side of the American dream: Evidence for the universal wellness costs of prioritizing extrinsic over intrinsic goals», Journal of Personality and Social Psychology, 124(4), p.873–899.

CABANAS, E. & ILLOUZ, E. (2018), Happycratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies, Paris, Premier Parallèle.

CLERO, J.P. (2006), Bentham, philosophe de l'utilité, Paris, Ellipses.

CLERO, J.P. (2015), « Le calcul benthamien des plaisirs et des peines. Calcul introuvable ou seulement indéfiniment différé? », Archives de philosophie,78(2), p.229-258.

COLANDER, D. (2007), « Retrospectives: Edgeworth's Hedonimeter and the Quest to Measure Utility», Journal of Economic Perspectives, 21(2), 215-226.

COT, A.L. (1992), «Jeremy Bentham, un "Newton de la morale" ». In A. Beraud & G. Faccarello, (Eds.), Nouvelle Histoire de la pensée économique, I, Paris : La Découverte, p.289301.

CSIKSZENTMIHALYI, M. (1990), «Flow: The Psychology of Optimal Experience», Journal of Leisure Research, 24(1), p.93–94.

CSIKSZENTMIHALYI, M. (1999), «If we are so rich, why aren't we happy? », American Psychologist, 54(10), p.821–827.

CUMMINS, R.A., ECKERSLEY, R., PALLANT, J. et al. (2003), «Developing a National Index of Subjective Wellbeing: The Australian Unity Wellbeing Index», Social Indicators Research 64, p.159–190.

DAVOINE, L. (2020), Economie du bonheur, Paris, La Découverte.

DEATON, A. (2013), La Grande évasion : santé, richesse et origine des inégalités (trad. Française 2016), Paris, Presses Universitaires de France

DIENER, E., EMMONS, R. A., LARSEN, R. J., & GRIFFIN, S. (1985), «The Satisfaction With Life Scale», Journal of Personality Assessment, 49(1), p.71–75.

DIENER, E., LUCAS, R. E., & OISHI, S. (2002), «Subjective well-being: The science of happiness and life satisfaction», In C. R. Snyder & S. Lopez (Eds.), Handbook of positive psychology, London: Oxford University Press, p.463-473.

DIENER, E., OISHI, S. & LUCAS, R.E. (2011), «Subjective Well-Being: The Science of Happiness and Life Satisfaction», in S.J. Lopez, C. R. Snyder (Eds), The Oxford Handbook of Positive Psychology, Oxford: Oxford University Press, p. 187-94.

EASTERLIN, R.A. (1974), «Does Economic Growth Improve the Human Lot? Some Empirical Evidences», In P.A. David & M.W. Reder, Nations and Households in

Economic Growth: Essays in Honor of Moses Abramovitz, New York: Academic Press, p. 89-125.

EASTERLIN, R.A., MORGAN, R., SWITEK, M. & WANG F. (2012), «China's life satisfaction, 1990-2010», Proceedings of the National Academy of Sciences (USA), 109(25), p.9775-8

ORTIZ-OSPINA, E. & ROSER, M. (2017), Happiness and Life Satisfaction: Self-reported life satisfaction differs widely between people and between countries. What explains these differences? Published online at OurWorldInData.org. Retrieved from:

'https://ourworldindata.org/happiness-and-life-satisfaction' [Online Resource]

FRIJDA, N.H. (1999), «Emotions and Hedonic Experience», In D. Kahneman, Ed Diener et Norbert Schwartz (Eds), Well-Being. The Foundations of Hedonic Psychology, New York: Russell Sage Foundation, p.190-210.

HARRIBEY, J.-M., (2010), « Le rapport Stiglitz : une extension démesurée du PIB », Revue du MAUSS. 1 (35), p.63-82.

KAHNEMAN, D. (1999), «Objective happiness», In D. Kahneman, E. Diener, & N. Schwarz (Eds.), Well-being: The foundations of hedonic psychology, New York: Russell Sage Foundation, p. 3–25.

KASSER, T., & RYAN, R. M. (1993), «A dark side of the American dream: Correlates of financial success as a central life aspiration», Journal of Personality and Social Psychology, 65(2), p.410–422.

LAVAL, C. (2006), « Jeremy Bentham et le gouvernement des intérêts », Revue du MAUSS. 1

(27), p.289-306.

LAYARD, R. (2005), Happiness. Lessons from a new science, London, Routledge.

LEPENIES, P. (2016), The Power of a Single Number: A Political History of GDP, New York Chichester, West Sussex, Columbia University Press.

LOTY, L. (2015), « Que signifie l'entrée du bonheur dans la Constitution ? » In G. Farrugia & M. Delon, Le bonheur au XVIIIe siècle (pp.79-86), Rennes, Presses universitaires de Rennes.

LÖWY, I., (2008), « La nouvelle économie du bonheur », Mouvements, 54(2), p.78-86.

MALCHAIR, L., (2019), Et si l'économie nous parlait du bonheur ? Des indicateurs de prospérité citoyens, Mons, Éditions Couleur Livres.

MATHOU T. (2013), Le Bhoutan. Royaume du Bonheur National Brut - Entre mythe et réalité, Paris, L'Harmattan.

MAUZI, R. (1960), L'idée de bonheur au XVIIIe siècle, Paris, Colin.

MITCHELL, W.C. (1918), «Bentham's Felicific Calculus», Political Science Quarterly, 33 (2), p.161-183

MONNOT, M.J. (2017), «The Goods Life: China's Wealth and Happiness Paradox», The Academic Platform, https://think.iafor.org/chinas-paradox-of-wealth-and-happiness/.

ORTIZ-OSPINA, E. & ROSER, M. (2017), Bonheur et satisfaction. Adaptation par Mathieu Perona pour le compte de l'Observatoire du Bien-être du CEPREMAP, https://ourworldindata.org/bonheur-et-satisfaction

PAWIN, R. (2013), « Retour sur les « Trente Glorieuses » et la périodisation du second XXe siècle », Revue d'histoire moderne & contemporaine, 60-1(2), p.155-175.

PAWIN, R. (2014), « Le bien-être dans les sciences sociales : naissance et développement d'un champ de recherches », L'Année sociologique, 64(2), p.273-294.

RETAT, P. (1996), « Roi, peuple(s), nation à la fin de l'Ancien Régime », In S. Rémi-Giraud & P. Rétat, Les Mots de la nation, Lyon : Presses universitaires de Lyon, Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pul/1898>.

SALVAT, C. (2020), L'utilitarisme, Paris, La découverte.

SCHMIDT, C. (2010), Neuroéconomie, Paris, Éditions Odile Jacob.

SELIGMAN M. (2011), Flourish : A Visionary New Understanding of Happiness and WellBeing, New York, Free Press.

SENIK, C. (2014), L'économie du bonheur, Paris, Le Seuil, La République des Idées.

SENIK, C. (2015), Un bonheur mesuré… par une économiste, In M. Flis-Trèves (Ed.), Mesure et démesure... Peut-on vivre sans limites ? Paris, Presses Universitaires de France, « Hors collection », p.129-41.

SIGOT, N. (2011), Bentham et l'économie. Une histoire d'utilité, Paris, Economica.

STIGLITZ, J.E., SEN, A. & FITOUSSI, J.-P. (2009), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Synthèse et Recommandations, https://www.economie.gouv.fr/files/finances/presse/dossiers_de_presse/090914mesure_perf_e co_progres_social/synthese_fr.pdf

STUTZER, A. & FREY, B.S. (2012), Recent Developments in the Economics of Happiness: A Selective Overview, IZA DP No. 7078.

THEURIOT, F. (1968), « La conception robespierriste du bonheur », Annales historiques de la Révolution française, n°192, p.207-226.

TVERSKY, A. & KAHNEMAN, D. (1974), «Judgment under Uncertainty: Heuristics and Biases», Science, New Series, 185 (4157), p.1124-1131.

TOURNOIS, J., MESNIL, F. & KOP, J.-L. (2000), « Autoduperie et hétéroduperie : un instrument de mesure de la désirabilité sociale », Revue européenne de psychologie appliquée, 50(1)), p.219-32.

VANOLI, A., (2002), Une histoire de la comptabilité nationale, Paris, La Découverte.

VEENHOVEN, R. (1984), Conditions of Happiness, Dordrecht, Riedel Publishing Company.

VEENHOVEN, R. (2001), «Quality-of-Life and Happiness: Not quite the same», published in Italian in: G. DeGirolamo et al (eds), Salute e qualità dell vida, Centro Scientifico, Editore, 2001, Torino, Italia, p.67-95. https://personal.eur.nl/veenhoven/Pub2000s/2001e-full.pdf

ZEIDAN, J. (2012). « Les différentes mesures du bien-être subjectif », Revue française d'économie, 37(3), p.35-70.